

**Date** : le mercredi 1<sup>er</sup> juin 2022

**Notes d’allocution de l’honorable Jonathan Wilkinson, ministre des Ressources naturelles du Canada, pour une comparution devant le Comité permanent des ressources naturelles au sujet de leur étude intitulée « Créer une transformation énergétique canadienne juste et équitable »**

---

Bonjour. Je me joins à vous depuis North Vancouver, sur les territoires traditionnels et ancestraux des peuples Tsleil-waututh, Squamish et Musqueam.

À la suite de l'invasion illégale et brutale de l'Ukraine par le président Poutine, les questions relatives au coût de la vie et à la sécurité de l'énergie sont maintenant au premier plan des affaires internationales.

D'un côté, certains suggèrent qu'étant donné l'urgence de la question énergétique, nous devons mettre de côté nos préoccupations et nos actions liées aux changements climatiques.

Parallèlement, d'autres estiment que toute démarche visant à accroître la production de combustibles fossiles - même si c'est pour aider nos amis européens en temps de crise - ne devrait pas

être poursuivie compte tenu des préoccupations relatives aux impacts climatiques.

Aucun de ces deux extrêmes ne représente une position réfléchie ou tenable.

Comme je l'ai dit lorsque j'étais à Washington, DC, et à nouveau à Berlin pour le G7, le Canada doit être et sera là pour aider nos amis et alliés en Europe et dans le monde. Et nous devons continuer à lutter énergiquement contre les émissions de carbone et à faire croître notre économie d'une manière qui soit compatible avec un avenir net zéro.

Cette croissance économique impliquera certains changements. C'est pourquoi l'Accord de Paris appelle les pays à assurer une transition juste à l'intérieur de leurs frontières.

Nous sommes pleinement engagés à assurer une transition juste par la création d'emplois durables dans toutes les régions du Canada.

Pour que notre pays demeure prospère, nous devons nous assurer que nous agissons maintenant pour saisir pleinement les possibilités économiques associées à un avenir à faible émission de carbone. C'est pourquoi nous consultons les syndicats, l'industrie, les provinces et les territoires. Cela nous permettra de déterminer clairement les compétences dont notre main-d'œuvre aura besoin pour prospérer dans l'économie de l'avenir.

Mais nous ne travaillons pas seulement pour l'avenir, nous avons déjà mis en place de nombreux programmes pour soutenir les travailleurs et les communautés qui peuvent s'attendre à être touchés par cette transition - le ministre O'Regan en parlera davantage dans un moment.

Le message que je veux vous transmettre est que, pour planifier et mettre en œuvre une transition, nous devons d'abord déterminer ce vers quoi nous nous dirigeons.

Comme je l'ai déjà dit à de nombreuses personnes dans cette salle, l'économie mondiale change rapidement. Elle change, en grande partie, parce que la science du changement climatique nous dit qu'elle le doit.

Partout dans le monde, les marchés financiers intègrent de plus en plus le risque climatique dans leurs décisions d'investissement. Les capitaux intelligents s'éloignent des actifs qui ne sont pas compatibles avec une transition vers un monde net zéro et se tournent vers les opportunités qui le sont.

Tout comme une entreprise prospère doit être capable d'interpréter et de réagir aux changements de l'environnement commercial, les pays - pour maintenir et accroître leur niveau de prospérité - doivent également être capables de réagir et d'agir de manière réfléchie.

C'est dans ce contexte que le Canada peut choisir d'être un chef de file dans ce changement économique mondial - ou nous pouvons laisser faire - avec toutes les conséquences d'être un traînard.

En choisissant d'être un chef de file, nous nous assurons que nos travailleurs et nos entreprises profitent des possibilités du marché qui vaudront des centaines de milliards de dollars.

Ce matin, lorsque j'ai pris la parole devant le Vancouver Board of Trade, j'ai annoncé la première phase des Tables régionales sur l'énergie et les ressources, où notre gouvernement convoque les provinces et les territoires, les peuples autochtones et d'autres intervenants - comme les travailleurs - pour collaborer à l'accélération de l'activité économique en fonction de notre avenir net zéro.

Nous commencerons cet engagement avec la Colombie-Britannique, le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador, puis avec le reste du pays.

Les tables régionales sur l'énergie et les ressources permettront d'harmoniser les priorités, les possibilités de financement et les approches politiques et réglementaires. En mettant en œuvre des stratégies de collaboration dans chaque région du pays, nous tirerons parti de nos avantages comparatifs pour faire en sorte que le Canada devienne un chef de file mondial de la transition énergétique.

En travaillant ensemble, nous pouvons assurer une transition juste par la création d'emplois durables dans chaque région du pays.

Merci.